NPA l'étincelle

Bulletin des hôpitaux de Strasbourg
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 9 novembre 2020

Trump viré, Biden embauché, Seules les luttes du monde du travail feront la différence

Aux États-Unis, pour la plupart de ceux qui ont voté Joe Biden, c'est un soulagement de voir Trump évincé. Surtout pour ceux qui ont été la cible de ses attaques : immigrants, Afro-Américains, femmes, homosexuels, manifestants de Black Lives Matter et bien d'autres… Mais sans illusions. Trump a peut-être été éliminé, mais le racisme, la xénophobie, la paupérisation de la population au profit des 1 % les plus riches ne cesseront pas. Et il y a bien des raisons de se méfier des démocrates, également piliers de ce système érigeant la loi du profit et donc l'injustice sociale comme règle absolue.

La démocratie du dollar

D'ailleurs, qu'est-ce que cette démocratie où des électeurs, parmi les populations noires et pauvres notamment, sont souvent rejetés des listes électorales ? Qu'est-ce que cette démocratie où les frais de campagne cumulés des deux candidats s'élèvent à plus de quatorze milliards de dollars, réservant de fait l'élection aux millionnaires ou à leurs amis ? Les cris de Trump contre la fraude masquent le fait bien plus réel que c'est tout le système démocratique américain qui est illusoire et biaisé. C'est celui d'une démocratie bourgeoise qui, là-bas comme ici, empêche les travailleurs de décider de quoi que ce soit, si ce n'est le politicien qui dirigera pour le compte des milieux d'affaires.

Ne nous laissons pas « Trumper »

Trump se présente comme « anti-système », défendant les travailleurs du pays face à la crise. Mais au-delà de sa sale démagogie raciste et de ses mensonges, quel est son bilan ? La baisse massive du chômage ? Derrière les chiffres magouillés, la précarité a explosé. Des profs de lycée cumulent deux boulots pour s'en sortir. Des octogénaires doivent retourner au turbin. Des travailleurs dorment dans leur voiture, à cause du coût des loyers. On les appelle les « travailleurs-SDF » tellement le phénomène s'est répandu. Et depuis la crise de la Covid, plus de 36 millions de personnes ont perdu leur travail.

En réponse, Trump a choisi de subventionner les grands capitalistes en débloquant 669 milliards de dollars en plan de relance. Des deux côtés de l'Atlantique, les mêmes recettes s'appliquent pour restructurer, concentrer le capitalisme au détriment du reste de la société.

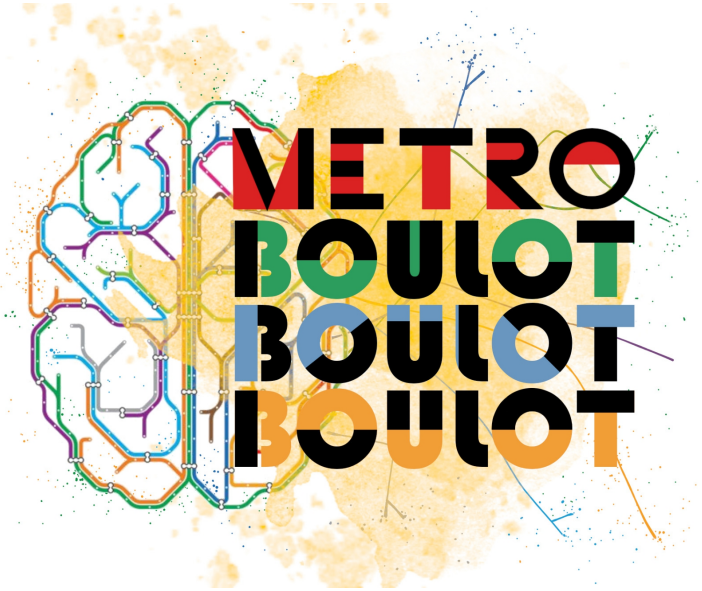
Avec Biden aussi, les capitalistes seront choyés

Biden, lui aussi millionnaire, est l'homme de la grande bourgeoisie. Sa carrière politique débute comme sénateur du Delaware en 1973. Il a fait de ce petit « État-entreprise » le plus vaste paradis fiscal intérieur américain. Ce lobbyiste des banques et va-t-en-guerre a voté pour toutes les interventions militaires, le Patriot Act, les lois anti-pauvres, etc. Il a les qualités nécessaires pour gérer les intérêts capitalistes et présenter la facture aux classes populaires.

Des faux choix pour les travailleurs

Le cirque électoral terminé, les États-Unis seront toujours le pays où les trois Américains les plus fortunés (Jeff Bezos, Bill Gates et Warren Buffet) possèdent autant de richesses que plus de la moitié de la population.

Les divisions des classes populaires entre démocrates et républicains, entre Blancs, Noirs et Latinos, ou entre nationaux et immigrés, visent à masquer la seule division qui vaille vraiment : celle entre les exploiteurs et les exploités. Le sort de ces derniers ne peut se résoudre dans une élection opposant des Trump à des Biden, ou des Macron à des Le Pen. L'avenir appartient aux luttes communes des exploités, des oubliés, des exclus, des stigmatisés. Les jeunes et les travailleurs de toutes origines descendus dans la rue, à l'occasion du mouvement Black Lives Matter entre autres, parviendront-ils à s'émanciper d'un Parti démocrate qui a toujours été un pilier du système ? Une perspective politique de classe, indépendante des grands appareils politiques, démocrate comme républicain, pourrait-elle surgir ? L'espoir de jours meilleurs pour les travailleurs aux États-Unis comme en France est à chercher de ce côté-là.



Confinement saison 2 : tous au charbon !

À en croire nos dirigeants, le virus va en salle de sport, au cinéma, prend des verres en terrasse avec ses amis, mais il ne bosse pas et ne prend jamais les transports bondés… Face à l'intensification de la circulation du virus, le gouvernement a mis en place un confinement qui n'en est pas vraiment un pour les travailleurs : tout est fait pour nous garder au travail. De toute évidence ce confinement à la sauce « métro boulot boulot boulot » vise à sauvegarder les profits des grandes entreprises, au mépris de notre santé. Pour imposer de réelles mesures sanitaires, on ne pourra compter que sur nous-mêmes !

Jeu des lits musicaux

Avec ce nouveau pic de Covid, on nous parle « d'ouverture de services Covid » mais la réalité est tout autre : on prend des patients ici pour les mettre ailleurs. Ce sont les soignants d'autres unités qui se retrouvent avec les patients des unités devenues Covid. Pour pallier le manque de lits et de personnel dénoncé bien avant l'épidémie, la direction joue au lits musicaux… Ce sont plus de lits qu'il nous faut, pas un simple recyclage.

À l'hôpital, perdre sa vie ou sa santé

Une infirmière est décédée du Covid à l'hôpital de Bastia. Tout le monde reconnaît ses compétences, son professionnalisme et ses qualités humaines. Pour citer la presse locale, « la professionnelle de santé aurait été contaminée dans l'exercice de ses fonctions ». À l'APHP, en octobre 2 137 personnels ont été aussi contaminées par le virus et certains au contact des patients. Martin Hirsch indique lui même que : « avec des enquêtes qui montrent très rarement un contact avec un patient Covid ». Rarement, mais quand même ! On peut perdre sa vie, sa santé en travaillant à l'hôpital : des accidents de travail, comme dans n'importe quelle entreprise.

Étudiants ou réservistes ?

Depuis mardi dernier, un arrêté de l'ARS Grand Est suspend pour neuf semaines les formations préparant au diplôme d'infirmière anesthésiste, de bloc et puéricultrice... On peut tout à fait imaginer que, comme au cours de la première vague, les directions hospitalières se constituent ici un réservoir de soignants à envoyer en renfort dans les services Covid. C'est peut-être une nécessité dans la situation de crise sanitaire actuelle, à condition bien sûr que les étudiants réquisitionnés le soient à des conditions acceptables : payés comme infirmiers (en comptant les congés, les points pour l'ancienneté, etc.) et que leur formation ne soit pas rognée. La seule façon de s'en assurer, c'est qu'ils s'organisent pour défendre leurs conditions de travail. On se souvient que des infirmiers (étudiants en spécialisation réquisitionnés) n'ont par exemple pas touché la prime de 1500 euros...Les étudiants n'ont pas à payer le sous-effectif que les directions organisent depuis des années !

Le temps de refuser d'accepter

Depuis plusieurs semaines, les Étudiants en Soins Infirmiers (ESI) se mobilisent pour refuser de jouer les salariés non payés au détriment de leur formation et de leurs stages. Des IFSI de l'AP-HP ont réussi début octobre à imposer à leur direction d'être indemnisés à hauteur de 1190 euros pour 5 semaines, au lieu des 80 centimes de l'heure initialement prévus pour les premières années. Dans la même vague de mécontentement, les étudiants de Nantes ont occupé leurs locaux le 22 octobre et continuent de négocier avec leurs directions pour que leur réquisition ne se fasse pas au mépris de leur formation et de salaires décents. Forts de leur première expérience, ils ne laisseront pas passer la deuxième vague sans faire de vagues. Les liens entre les différentes IFSI du pays se tissent. C'est une réponse d'ensemble des ESI, coordonnée à partir la base, qui permettra de transformer l'isolement des colères en déferlement contre le pouvoir.

Arrêtons avec les bouts de chandelle !

La situation de crise contraint l'hôpital à déprogrammer un certain nombre d'opérations, et donc à devoir hiérarchiser celles qui sont vitales ou non. Alors qu'on sait depuis des années qu'il y a de forts risques de maladies infectieuses émergentes, on devrait avoir une réserve sanitaire formée et équipée et un hôpital public financé à la hauteur des besoins. C'est nous qui devrions définir ces besoins et pas Olivier Véran qui raconte que l'épidémie n'est pas un problème de nombre de lits en réanimation…